



■ AVIS PUBLIÉ AU BOAMP XML N° 17-122659

Lundi 4 Septembre 2017

Date d'envoi au service éditeur : 31/08/2017
 Mis en ligne sur le site www.boamp.fr du 31/08/2017 au 30/09/2017

Avis faisant référence à cette annonce (0) :

- > Créer un avis de transparence ex ante volontaire
- > Créer un avis de résultat de marché
- > Créer un avis d'annulation
- > Créer un avis rectificatif

> Voir l'annonce sous sa forme originale



M1 - Formulaire Avis de marché

Aperçu de l'annonce

Avis de marché

Département(s) de publication : **13**
 Annonce No **17-122659**
 Services

- *Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur* : CCVBA.
 Correspondant : Pauline SEGUY, 2 avenue des Ecoles 13520 Maussane-les-Alpillestél. : (+33) 4-90-54-54-20courriel : thibaut.viretto@ccvba.fr.
 Adresse internet du profil d'acheteur : <https://www.marches-securises.fr>.

Objet du marché : **etude d'optimisation du service public de collecte des déchets ménagers et assimilés.**

Caractéristiques principales :

Quantités (fournitures et services), nature et étendue (travaux) : etude d'optimisation du service public de collecte des déchets ménagers et assimilés.
Refus des variantes.

Durée du marché ou délai d'exécution : 8 mois à compter de la notification du marché.

Cautionnement et garanties exigés : cf. CCAP.

Modalités essentielles de financement et de paiement et/ou références aux textes qui les réglementent : cf. CCAP.

Forme juridique que devra revêtir le groupement d'opérateurs économiques attributaire du marché : cf. RC.

Langues pouvant être utilisées dans l'offre ou la candidature autre que la langue française : français.

Unité monétaire utilisée, l'euro.

Justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat :

Documents à produire obligatoirement par le candidat, à l'appui de sa candidature :

- Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire;
- Déclaration sur l'honneur du candidat justifiant qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles 45 et 48 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 ou, pour les marchés publics de défense ou de sécurité, qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles 45, 46 et 48 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 (si cette déclaration n'est pas déjà demandée dans le cadre du formulaire DC1, ci-après);
- Déclaration sur l'honneur du candidat attestant qu'il est en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L. 5212-1, L. 5212-2, L. 5212 5 et L. 5212-9 du code du travail, concernant l'emploi des travailleurs handicapés;
- Si le candidat est établi en France, une déclaration sur l'honneur du candidat justifiant que le travail est effectué par des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10, L. 3243-2 et R. 3243-1 du code du travail (dans le cas où le candidat emploie des salariés, conformément à l'article D. 8222-5-3° du code du travail);
- Si le candidat est établi ou domicilié à l'étranger, une déclaration sur l'honneur du candidat attestant qu'il fournit à ses salariés des bulletins de paie comportant les mentions prévues à l'article R. 3243-1 du code du travail, ou des documents équivalents.

Documents à produire à l'appui des candidatures par le candidat, au choix de l'acheteur public :

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles;
- Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels;
- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années;
- Présentation d'une liste des principales fournitures ou des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique;
- Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique;
- En matière de fournitures et services, une description de l'équipement technique, des mesures employées par l'opérateur économique pour s'assurer de la qualité et des moyens d'étude et de recherche de son entreprise;
- Formulaire DC1, Lettre de candidature - Habilitation du mandataire par ses co-traitants (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>);
- Formulaire DC2, Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>).

Documents à produire obligatoirement par l'attributaire, avant la signature et la notification du marché public ou de l'accord-cadre (formulaire NOT11) :

- Les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail;
- Si l'attributaire est établi en France, les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales ou un état annuel des certificats reçus;
- Si l'attributaire est établi dans un Etat autre que la France, un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine. Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les Etats où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays;
- Si les documents fournis par le candidat ne sont pas établis en langue française, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

La transmission et la vérification des documents de candidatures peut être effectuée par le dispositif Marché public simplifié sur présentation du numéro de SIRET : OUI

Critères d'attribution :

Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération.

- valeur technique : 60 %;
- prix des prestations : 40 %.

Type de procédure : procédure adaptée.

Date limite de réception des offres : 25 septembre 2017, à 12 heures.

Délai minimum de validité des offres : 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

Autres renseignements :

Numéro de référence attribué au marché par le pouvoir adjudicateur / l'entité adjudicatrice : CCVBA_13_A_20170831W_1.

Renseignements complémentaires : le DCE est disponible gratuitement à l'adresse électronique suivante : <https://www.marches-securises.fr>.

Conditions et mode de paiement pour obtenir les documents contractuels et additionnels :

cf. RC.

Conditions de remise des offres ou des candidatures :

cf. RC.

Date d'envoi du présent avis à la publication : 31 août 2017.

Adresse auprès de laquelle des renseignements d'ordre technique peuvent être obtenus : Communauté de Communes Vallée des Baux.

2 avenue des écoles, 13520 Maussane-les-Alpilles, tél. : (+33) 4-90-54-54-20, courriel : corinne.guintini@ccvba.fr, adresse internet : <http://vallee-des-baux-alpilles.fr/>.

Adresse auprès de laquelle des renseignements d'ordre administratif peuvent être obtenus : Communauté de Communes Vallée des Baux.

2 avenue des écoles, 13520 Maussane-les-Alpilles, tél. : (+33) 4-90-54-54-20, courriel : thibaut.viretto@ccvba.fr, adresse internet : <http://vallee-des-baux-alpilles.fr/>.

Mots descripteurs : Etude.

Éléments non publiés

Éléments de facturation :

Votre référence de commande au BOAMP : **2017-08**

Libellé de la facture : Communauté de Communes Vallée des Baux Service commande publique 2 avenue des écoles 13520 Maussan-les-Alpilles

Siret : 24130037500086

Classe de profil : Autres organismes publics

Indexation de l'annonce :

Date jusqu'à laquelle cette annonce doit être disponible sur le site de consultation <http://www.boamp.fr> : 30 septembre 2017

Objet de l'avis : Etude d'optimisation du service public de collecte des déchets ménagers et assimilés

Nom de l'organisme : Communauté de Communes Vallée des Baux-Alpilles (13)

Critères sociaux ou environnementaux : Aucun



CONS3402418



> Informations légales